

LA PRESSE PENDANT LA “COMMUNE”...

Le drapeau noir abritera de ses plis les mutilés et les proscrits: liés à la hampe, ils crieront jusqu'à la mort. Quelques furieux iront donnant des coups de baïonnettes dans les voiles, mais parce que six voiles (1) sont crevées, la tempête n'est pas vaincue.

La sombre bannière claque toujours au sommet du grand mât et les nuages rouges pèsent sur l'horizon.

«LE DRAPEAU». La Rédaction - le 19 mars 1871.

Le peuple gronde, les hommes de l'*Internationale* s'agitent dans l'arrière-salle des cabarets des faubourgs. Les blanquistes rédigent des proclamations. Michelet rêve d'une humanité où les hommes se sentiraient gagnés par la douceur de l'oiseau. Les avocats qui dans les premières années de l'Empire ont conduit une opposition parlementaire timorée redressent la tête. L'Empire croule... Le capitalisme alors à sa naissance s'inquiète. Il faut rétablir «les libertés nécessaires».

Le 11 mai 1868, la loi sur la presse est promulguée, et c'est aussitôt un pullulement de feuilles qui se réclament du socialisme et qui exigent des réformes!

La presse de la Commune est née... Deux ans avant la Commune et avec elle est née la presse populaire.

On fait remonter l'origine de la presse à *la Gazette*, créée en 1631 par Renaudot, en fait le premier quotidien (*le journal de Paris*) fut lancé à la veille de la Révolution et la presse moderne fut fondée par les patrons à l'avènement du système industriel, sous la monarchie de juillet et le second Empire. Cette presse d'ailleurs est politique. Gouvernementale ou d'opposition libérale, voire sociale, elle reflète l'espoir ou l'inquiétude des hommes devant le phénomène économique nouveau. Elle trouve ses ressources parmi les initiateurs de cette économie, qu'ils soient enthousiastes ou effrayés par les perspectives que l'industrialisation ouvre à l'humanité. Les rares journaux qui paraissent alors, dont le but est la défense d'une classe naissante, la classe ouvrière, et dont les ressources sont exclusivement tirées de l'entraide des travailleurs, ont une existence éphémère.

L'essor de la presse ouvrière, de la presse populaire, de la presse à «un sou», date du décret du 11 mai 1868! Tout de suite elle s'inscrit en dehors des jeux parlementaires, et les parlementaires de l'opposition à l'Empire la regardent avec méfiance. En novembre 1867, Jules Fabre, dédaigneux, avait dit aux hommes de l'*Internationale*: «C'est vous, messieurs les ouvriers, qui seuls avez fait l'Empire, à vous de le renverser seuls!».

Effrayé par la multiplicité et par la violence des journaux, l'Empire poursuit, condamne, interdit... Des feuilles disparaissent qui reparaissent aussitôt sous d'autres titres, avec les mêmes hommes défendant les mêmes idées. La guerre qui alors éclate, la défaite, la chute de l'Empire, la proclamation de la République atténuent la virulence de la presse ouvrière. Sous l'influence des blanquistes, que hantent les souvenirs de la Révolution, elle est secouée par l'ivresse patriotique.

Dans «*La Patrie en danger*», Blanqui demande «*la constitution d'une grande armée de défense et l'organisation de la population en soldats-terrassiers*».

(1) Allusion aux six journaux suspendus le 11 mars 1871 par Vinoy: le «*Mot d'Ordre*», la «*Bouche de Fer*», la «*Caricature*», le «*Père Duchesne*», le «*Vengeur*» et enfin le «*Cri du Peuple*» de Jules Vallès qui reparaitra sous le nouveau titre du «*Drapeau*».

La capitulation de Paris amène une recrudescence de violence de la presse. Exaspérée par les privations, ulcérée par la défaite, la ville gronde. Thiers a alors recouru aux méthodes chères à l'Empire. Le 11 mars six journaux sont supprimés!... Le 18 mars, la Commune triomphe!... quatre seulement reparaitront, suivis bientôt d'une multitude d'autres. Ce sont «*Le Mot d'ordre*» de Rochefort, «*Le Père Duchesne*» d'Eugène Vermersch, «*Le Vengeur*» de Félix Pyat et «*Le Cri du Peuple*» de Jules Vallès qui s'adjoint le proudhonien Pierre Denis. De mars au début de mai on en comptera plus de soixante.

En fait, le gouvernement de la *Commune*, comme tout gouvernement, montra peu de sympathie pour la presse d'opposition qui très rapidement disparut. Le *Comité de Salut public* prit un arrêté dont un article, entre autres, précisa: «*Les attaques contre la République et la Commune seront déférées à la cour martiale*».

Des journaux furent supprimés, ce qui motiva une protestation énergique de Jules Vallès. Dans le numéro du 22 mars du «*Cri du Peuple*» il écrivait:

Le «Cri du Peuple» a vu avec regret la suppression de deux journaux, bien que ces journaux fussent le «Figaro» et le «Gaulois». Au-dessus de toutes les nécessités, quelles qu'elles soient, il y a la liberté.

Le journal le plus lu est incontestablement le «*Père Duchesne*», adversaire farouche de la minorité de la *Commune*. Le «*Cri du Peuple*», quotidien à «un sou», tire à 80.000 exemplaires. Le «*Vengeur*», qu'on peut considérer comme l'apologiste du *Comité central*, publie les articles des blanquistes.

La presse de la *Commune* fut violemment anticléricale, comme en témoigne la reproduction par l'«*Affranchi*», le journal de Pascal Groussey, de l'interrogatoire des Jésuites arrêtés rue Lhomond:

Rigault: Quelle est votre profession?

Le Jésuite: Serviteur de Dieu.

Rigault: Où habite votre maître?

Le Jésuite: Partout.

Rigault au greffier: Ecrivez X... se disant serviteur d'un nommé Dieu en état de vagabondage.

Enfin, le «*Journal officiel*» pour la première fois aux mains du peuple, tire à boulets rouges sur les Versaillais. Charles Longuet en prit la direction puis fut remplacé par Vésinier. Le 23 mai, à la veille de sa disparition, le «*Journal officiel*» ne fut imprimé que sur une page, une partie de sa copie ayant été égarée. La bataille fait rage, la *Commune* agonise; en dehors de «*l'Officiel*», seuls deux journaux ont pu paraître.

C'est la fin! Le 24 mai, le «*Journal officiel*», le dernier journal de la *Commune* publie un ultime numéro qui contient un texte du *Comité de Salut public* qui «*menace de recourir à des moyens extrêmes*».

Aujourd'hui, la presse de la *Commune* peut nous paraître singulièrement indigeste. Les décrets de la délégation prennent une partie importante de sa surface. Les nouvelles militaires, les polémiques entre les fractions occupent le reste. Le style est lourd, boursoufflé, mal dégagé de la grandiloquence, cher au romantisme. Jules Vallès, Rochefort, Vermorel tranchent seuls sur un ensemble d'écrivains médiocres.

Pourtant, la presse de la *Commune* nous est chère. Frémissante, passionnée, turbulente, éprise de liberté, de fraternité, de justice sociale, elle est à l'image de ce peuple de Paris qui proclama la *Commune* dans l'enthousiasme, l'organisa avec conviction dans la confusion et la défendit avec plus d'héroïsme que de méthode.

Née de la désagrégation de l'Empire, la presse de la Commune devait à son tour donner naissance à la presse ouvrière, syndicale ou idéologique, qui aujourd'hui parsème le pays.

Le «*Cri du Peuple*» de Jules Vallès, journal de la Commune, fut la pièce maîtresse d'une chaîne dont notre «*MONDE LIBERTAIRE*», journal des travailleurs, est le dernier anneau.

Maurice JOYEUX.